

Article paru le 21 juin 2010

La réforme des retraites représente un pas en arrière pour les femmes

Appel de féministes.

Pourquoi faut-il se mobiliser et manifester, partout en France, le 24 juin prochain ?

La réforme des retraites, présentée mercredi par le gouvernement, se targue d'être une réforme juste, notamment en matière d'égalité femmes-hommes.

Rappelons la situation actuelle: les retraites des femmes sont inférieures de 38% à celles des hommes et plus de la moitié des retraitées touchent une pension inférieure à 900 euros. Ce décalage prend racine dans les inégalités professionnelles nombreuses qui se cumulent au long de la carrière: orientation sexuée, précarité, temps partiels subis, différences de salaires, manque de mesures compensatoires suffisantes ou encore inégalités dans les niveaux de responsabilité.

Pour corriger cet écart et lutter contre le niveau de pension insuffisant des femmes, le gouvernement prévoit la prise en compte des indemnités journalières du congé maternité dans le calcul de la retraite. Mesure compensatoire juste mais qui ne concerne – en moyenne – que 16 ou 32 semaines... sur plus de 2000 semaines d'activité au total. Si le gouvernement affirme que cette mesure va permettre de rattraper le retard abyssal en matière d'égalité femmes-hommes, c'est soit qu'il refuse de voir la réalité en face, soit qu'il essaye de détourner l'attention.

Les propositions du gouvernement représentent un pas en arrière pour les femmes. Celles-ci sont en effet aujourd'hui nombreuses (30 % des salariées) à liquider leurs droits à la retraite à 65 ans, faute d'avoir pu rassembler plus tôt le nombre de trimestres nécessaires pour toucher une pension à taux plein. Les hommes, moins touchés par les carrières en dents de scie, sont 5 % dans ce cas. Or, le taux d'emploi des femmes de plus de 60 ans est très faible (4,3 %). Elles sont donc nombreuses avant 65 ans à connaître une situation de chômage ou de précarité. En reculant l'âge légal de 60 ans à 62 ans et l'âge de départ à taux plein de 65 ans à 67 ans, le gouvernement choisit donc d'allonger cette période de précarité et s'en prend ainsi directement au niveau des pensions et aux conditions de vie des femmes.

La suppression du dispositif autorisant un départ anticipé pour les salariés fonctionnaires qui attestent de quinze ans de services et sont parents de 3 enfants touche également de plein fouet les femmes. Cette disposition garantit en effet à des milliers de femmes une retraite à taux plein malgré une carrière interrompue par les congés maternité ou parentaux.

Nous alertons le gouvernement : les mêmes causes vont produire les mêmes effets. La réforme qu'il propose s'inscrit dans la suite de celles de 1993 et 2003, qui ont eu comme conséquence non seulement une baisse générale du niveau des pensions, mais également un accroissement des inégalités entre les femmes et les hommes. Si l'objectif d'une réforme des retraites est de garantir à toutes et à tous un niveau de retraite décent et d'œuvrer pour l'égalité entre les femmes et les hommes, le gouvernement a choisi la mauvaise voie. Il est encore temps d'en changer et de prendre des mesures fortes pour à la fois faire de l'égalité professionnelle un horizon proche et revaloriser immédiatement les pensions des retraitées. C'est pour cette raison que nous serons présentes dans la rue le 24 juin prochain.

Signataires : Les militantes et militants d'Osez le féminisme !, Monique Dental, animatrice du réseau féministe Ruptures, Nelly Martin, Marche mondiale des femmes, Annie Sugier, Ligue du droit international des femmes, Maya Surduts, Collectif national droits des femmes, Annick Coupé, porte-parole nationale de l'Union syndicale Solidaires, Maryse Dumas, Confédération générale du travail, Anna Mélin, secrétaire Générale de l'Unef, Clara Paul-Zamour, secrétaire générale de l'Union nationale lycéenne, Frédérique Rollet, co-secrétaire générale du Snes-FSU, Martine Billard, députée PG de Paris, Marie-George Buffet, députée de Seine-Saint-Denis et ex-secrétaire nationale du Parti communiste français, Danielle Bousquet, députée PS des Côtes-d'Armor et vice-présidente de l'Assemblée nationale, Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts, Anne Leclerc, membre de la direction du NPA, Marie-Pierre Toubhans, porte-parole de

la Gauche unitaire, Marie-Hélène Amiable, députée PCF des Hauts-de-Seine, Christine Antoine, vice-présidente du Planning familial 79, membre du bureau national du Parti de gauche, présidente d'Impulsions Femmes, Delphine Beauvois, responsable nationale de la commission féminisme du Parti de gauche, Fatima-Ezzahra Benomar, Osez le féminisme !, Nicole Borvo, sénatrice, commission nationale Droits des femmes-féminisme du Parti communiste français, Delphine Bouenel, responsable des jeunes de la Gauche Unitaire Nataly Breda, Osez le féminisme 31 !, Thalia Breton, Osez le féminisme !, Charlotte Brun, secrétaire nationale du Parti socialiste, Ariane Calvo, adjointe à la maire du 20e arrondissement de Paris, en charge de l'égalité femmes-hommes, Naïma Charaï, conseillère régionale d'Aquitaine, présidente des Oubliés de la République, Carole Chotil-Rosa, Osez le féminisme !, Laurence Cohen, conseillère générale PCF, Catherine Coutelle, députée PS de la Vienne, Pascale Crozon, députée PS du Rhône, Caroline De Haas, Osez le féminisme !, Magali De Haas, Osez le féminisme !, Laurianne Deniaud, présidente du Mouvement des jeunes socialistes, Brigitte Desveaux, déléguée à l'Observatoire de la parité des Verts, Audrey Galland, conseillère régionale PG d'Île-de-France, Raquel Garrido, secrétaire nationale du Parti de Gauche, Marie-Pierre de La Gontrie, secrétaire nationale du Parti socialiste, Helen Gilda-Duclos, membre du secrétariat national du Parti de gauche, Marie-Agnès Labarre, sénatrice PG de l'Essonne, Jocelyne Le Boulicaut, vice-présidente de l'Observatoire du genre du parti Verts Européen, Laure Lechatellier, conseillère régionale Europe Écologie Les Verts d'Île-de-France, Camille Lecoq, Osez le féminisme 44 !, Pascale Le Néouannic, conseillère régionale PG d'Île-de-France, Gaëlle Lenfant, secrétaire nationale du Parti socialiste aux droits des femmes, Marianne Louis, secrétaire nationale du Parti socialiste, Michèle Loup, membre du bureau de la commission féminisme des Verts, ancienne responsable syndicale, Céline Malaisé, porteparole de la Gauche unitaire, conseillère régionale d'Île-de-France, Martine Martinel, députée PS de Haute-Garonne, Simone Mathieu, maire de Viry-Chatillon, Parti de gauche, Delphine Mayrargue, secrétaire nationale du Parti socialiste, Sandrine Mazetier, députée PS de Paris, Corinne Morel-Darleux, conseillère régionale de Rhône- Alpes, membre du bureau national du Parti de gauche, Julie Muret, Osez le féminisme !, Marie-Pierre Oprandi, vice-présidente PG du conseil général de l'Essonne, conseillère municipale de Massy, Anne Pernet, Union nationale lycéenne, Ghyslaine Richard, membre de la direction confédérale de la CGT, responsable femmes-mixité, Michèle Riot-Sarcey, historienne, Suzy Rojzman, Collectif national droits des femmes, Laurence Rossignol, secrétaire nationale du Parti socialiste, Yvette Roudy, ancienne ministre et présidente de l'Assemblée des femmes, Laurence Sauvage, conseillère régionale du Nord-Pas-de- Calais, Nicole Savy, Ligue des droits de l'homme, Danielle Simonnet, conseillère de Paris, secrétaire nationale du Parti de Gauche, Catarina Versos, La mutuelle des étudiants, Monique Vezinet, présidente de l'Union des familles laïques, Dominique Voynet, sénatrice, maire de Montreuil-sous-Bois, Les Verts, Arlette Zilberg, responsable de la commission féminisme des Verts.